



Entreprises et politique. Entre atténuation ou élimination des effets négatifs dus à leurs activités et stimulation de leurs apports positifs, le champ de responsabilité des entreprises est très large. L'espace politique est l'un des plus glissants. Jusqu'où les entreprises peuvent-elles ou doivent-elles prendre en compte le contexte politique, exprimer un point de vue, s'impliquer ? A minima, les investisseurs demandent aux entreprises américaines de faire preuve de transparence. Aux Etats-Unis, en matière de rejets de GES, l'industrie automobile est divisée entre la politique de Donald Trump et celle de la Californie. Certes, il s'agit de défendre des intérêts industriels et commerciaux, mais les implications politiques s'inscrivent en toile de fond. Qu'il s'agisse des activités menées au Yémen ou en Birmanie, c'est la réputation des entreprises (voire leurs intérêts économiques) et le développement humain des pays qui sont en jeu. Du reste, peut-on réellement dissocier ces deux aspects ?

CONTEXTES

Finance, Union européenne, hydrocarbures. Dans une étude publiée le 31 août 2016, la branche européenne du Réseau Action Climat (RAC) accusait la Banque européenne d'investissement (BEI) et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) de préférer les hydrocarbures aux énergies fossiles ([IE n° 243](#)). La seule BEI a financé pour 13,4 milliards d'euros de projets dans les énergies fossiles entre 2013 et 2018. Pour la première fois, le 8 novembre 2019, **les ministres des Finances de l'Union européenne ont adopté une position commune dans laquelle ils exhortent la BEI à cesser de financer des projets financiers dans les domaines du pétrole, du gaz et du charbon.** Cette décision, très attendue, doit encore être officiellement validée par le conseil d'administration de la banque. Mais selon l'agence Reuters, certains projets gaziers pourraient faire l'objet d'exemptions afin d'aider certains pays à s'éloigner du charbon ou du nucléaire ou pour leur éviter de se tourner vers la Russie.

Pollution, climat, Royaume-Uni, hydrocarbures

Le Royaume-Uni annonce un moratoire sur la fracturation hydraulique

La fracturation hydraulique consiste à injecter, à haute pression, de l'eau, des produits chimiques et du sable sous la terre pour fracturer le schiste argileux et libérer les hydrocarbures piégés. **Le procédé peut également déclencher des tremblements de terre** ([IE n° 193](#)). Une étude récemment publiée par l'autorité pétrolière et gazière britannique (Oil and Gas Authority – OGA) a conclu qu'il était impossible de prédire la probabilité ou l'ampleur des séismes provoqués par la fracturation. De nombreuses voix affirment en outre que ce procédé pollue les nappes phréatiques et qu'il est totalement incompatible avec l'objectif du pays : mettre un terme à l'utilisation de combustibles fossiles d'ici à deux décennies. Le 2 novembre, la secrétaire d'Etat aux Affaires, à l'Energie et à la Stratégie industrielle, Andrea Leadsom, a annoncé qu'elle imposait un moratoire à la fracturation au Royaume-Uni. **La décision aligne l'Angleterre sur le reste du pays.** La fracturation a déjà été suspendue en Ecosse en 2013 et le gouvernement gallois a imposé un moratoire en 2015. Mais la décision laisse au gouvernement la possibilité de relancer le procédé dans les années à venir. Pour les opposants à la fracturation hydraulique, le gouvernement a gaspillé des millions de livres versés par les contribuables

et a perdu une décennie, alors qu'il aurait dû poursuivre d'autres objectifs. De son côté, Jeremy Corbyn, le chef du parti travailliste, pense qu'il s'agit de *greenwashing* et que la fracturation reviendra sur le devant de la scène le 13 décembre si les conservateurs sont réélus.

Climat, Nouvelle-Zélande. Le Parlement néozélandais a adopté le 7 novembre un projet de loi engageant le pays à la neutralité carbone à l'horizon 2050, afin de maintenir le réchauffement planétaire à 1,5 °C. Il fait ainsi de la lutte contre le changement climatique un objectif juridiquement contraignant. La loi a été adoptée avec 119 voix pour et une voix contre.

OUTILS, ANALYSES

Energie, climat. La société de services informatiques Capgemini a publié le 5 novembre la [21^e édition](#) du rapport annuel de son Observatoire mondial des marchés de l'énergie (581 pages). Ces conclusions sont sans appel : « *Etant donné les tendances actuelles de consommation, les objectifs existants en matière de changement climatique semblent difficilement atteignables. Pour tenter d'atteindre ces objectifs, les gouvernements doivent dépasser les mesures de transition énergétique qu'ils ont déjà mises en place.* » L'Observatoire propose quelques recommandations.

Influence, pharmacie, France

Les avantages offerts par les laboratoires pharmaceutiques influencent-ils les prescriptions ?

Si l'influence des laboratoires pharmaceutiques sur les prescripteurs (notamment les médecins) est souvent montrée du doigt, le lien n'est pas toujours facile à établir. Une équipe de médecins et de chercheurs rennais a publié dans le *BMJ (British Medical Journal)* du 5 novembre 2019 les conclusions d'une [étude](#) dans laquelle elle montre **l'existence d'une relation entre les avantages octroyés par l'industrie pharmaceutique aux médecins généralistes et le prix ainsi que la qualité de leurs prescriptions**. Les auteurs de l'étude ont croisé deux sources publiques de 2016 : la base Transparence Santé (les informations déclarées par les entreprises sur les liens d'intérêts qu'elles entretiennent avec les acteurs du secteur de la santé) et le Système national des données de santé (SNDS), qui réunit notamment des indicateurs, évaluant le coût et la qualité des prescriptions, utilisés par l'Assurance Maladie pour calculer la « rémunération des médecins sur objectifs de santé publique » (ROSP). Tout en précisant que leur méthodologie ne permet pas de montrer un lien de cause à effet et que les pratiques sont souvent inconscientes, ils concluent que les médecins généralistes qui n'ont reçu aucun avantage (repas, remboursement de frais de transport, logement...) ont délivré des prescriptions moins coûteuses (de l'ordre de 5,33 euros par rapport aux médecins ayant reçu des cadeaux supérieurs à 1 000 euros en 2016) et prescrit plus de médicaments génériques et moins de médicaments dont la balance bénéfice-risque est considérée comme défavorable. Le LEEM (Les entreprises du médicament) n'a pas tardé à réagir en dénonçant un dénigrement et en soulignant la confusion entre les « cadeaux » – interdits par la loi – et les « avantages » – qui, eux, sont autorisés.

Dépenses politiques. Le Center for Political Accountability et le Zicklin Center for Business Ethics Research (Wharton School, université de Pennsylvanie) ont publié leur [enquête annuelle](#) sur la transparence des dépenses de nature politique des sociétés de l'indice S&P 500 (CPA-Zicklin Index). A un an de l'élection présidentielle américaine et dans un contexte où la politique devient très crue, voire toxique, l'indice met en évidence une progression du niveau de transparence des entreprises. Pour les

399 sociétés déjà présentes dans le S&P 500 en 2015, la note moyenne est passée de 41,6 sur 100 en 2015 à 53,3 cette année. Les auteurs constatent également **une forte corrélation entre la note des entreprises et l'engagement sur cette question dont elles font l'objet de la part des investisseurs**. Ainsi, sur les 16 entreprises ayant enregistré la plus forte hausse entre 2018 et 2019 (et dont le score est supérieur ou égal à 50), 12 ont été l'objet d'une activité d'engagement de la part de leurs actionnaires.

ENGAGEMENT

Droits et libertés, Birmanie, France, énergie

Une association lance une pétition demandant à EDF de se retirer du Myanmar (Birmanie)

La victoire du parti d'Aung San Suu Kyi aux élections législatives birmanes de 2015 avait soulevé de grands espoirs dans un pays dirigé par une junte militaire pendant plus d'un demi-siècle. Mais depuis, la communauté internationale a déchanté et un [rapport de l'ONU](#) a mis en cause en 2018 la lauréate du prix Nobel de la paix 1991 en raison de son inaction face aux persécutions des Rohingya par l'armée birmane et à la poursuite de conflits armés dans plusieurs régions. Dans ce contexte, **les actions internationales ont repris, notamment celles menées vis-à-vis des entreprises étrangères**. Dans sa lettre du [9 octobre 2018](#), *Impact Entreprises* avait du reste relevé les risques auxquels la société française EDF s'exposait dans le cadre de son projet de barrage (Shweli 3) dans le nord de l'Etat chan, une région en proie à une intense guérilla armée.

L'organisation Burma Campaign UK a publié une [liste d'entreprises](#) (*Dirty List*) ayant des liens commerciaux avec l'armée birmane ou impliquées dans des projets susceptibles d'avoir des répercussions sur l'environnement ou les droits humains. Elle a inscrit EDF sur cette liste, le 20 août dernier, puis a lancé, le 24 octobre, **une pétition demandant à EDF de se retirer du projet**. Le 31 octobre, EDF a répondu à cette campagne dans une [lettre](#) signée de Marianne Laigneau, directeur exécutif du groupe en charge de la direction internationale. La compagnie y indique qu'elle prend en compte les interférences entre les conflits sévissant dans la région et le projet soutenu.

Pour l'association, ce type de projet exacerbe les conflits et expose les populations à des exactions, car l'idée qu'il puisse (tout comme les autres projets se développant dans la zone) consolider le pouvoir central renforce la détermination des groupes rebelles et, en retour, la riposte de l'armée birmane (Tatmadaw), laquelle n'a pas toujours fait preuve de retenue à l'égard des populations civiles, parfois soupçonnées de soutenir les rebelles. L'association Amnesty International a d'ailleurs publié, le 3 septembre 2019, une [déclaration publique](#) dans laquelle elle exprime son inquiétude pour la sécurité des populations civiles devant l'intensification des combats dans le nord de l'Etat chan.

Développement, Yémen, France, hydrocarbures

Un rapport dénonce l'utilisation d'un site de Total au Yémen comme prison secrète

Total est présent au Yémen depuis les années 80, notamment à travers une participation de 39,6 % dans la société Yemen LNG, une unité de gaz naturel liquéfié pour laquelle le groupe assure la conduite des opérations. La société a interrompu ses activités de production commerciale et d'exportation de LNG en avril 2015. Mais le 7 novembre 2019, un [rapport](#) rédigé par trois organisations (l'Observatoire des armements, Les Amis de la Terre France, SumOfUs) **a révélé qu'une partie du site de Total (situé à Balhaf) accueille une base militaire (depuis 2009) et une prison secrète (années 2017 et 2018)** contrôlées par les forces d'élite des Emirats arabes unis. Le document rapporte des témoignages « *faisant*

état de détentions arbitraires et de traitements inhumains et dégradants ». Dans un communiqué également daté du 7 novembre, Total reconnaît qu'il a été informé en avril 2017 de la réquisition d'une partie de son site, mais il affirme qu'il ne dispose « *d'aucune information spécifique quant à l'usage fait par la coalition de la partie réquisitionnée* ». **De leur côté, les auteurs de l'étude émettent leurs doutes sur le fait** que l'entreprise puisse avoir totalement ignoré ces activités. Ils mettent en cause la politique de l'Etat français dans le conflit yéménite afin de protéger les intérêts français dans la région, notamment gaziers, et appellent à la mise en place d'une commission parlementaire. **Plus largement**, cette affaire soulève la question de la pertinence d'exploiter des richesses naturelles dans des zones instables et/ou insuffisamment solides d'un point de vue économique, car elles attisent souvent les convoitises, encouragent la corruption, les conflits et les atteintes aux droits de l'Homme, amputent la rentabilité des investissements et, finalement, la capacité de développement humain de ces régions.

Droit syndical, Turquie, automobile. Le groupe Safe est un équipementier automobile de second rang dont le siège est basé à Genève. Parmi les principaux actionnaires, on reconnaît deux sociétés françaises de capital investissement : Siparex et BNP Paribas Développement. La fédération syndicale internationale IndustriALL Global Union a lancé fin octobre une **alerte sur la stratégie antisyndicale d'une filiale de Safe** (Safe Demo Plastik), située dans la ville de Bursa en Turquie. La fédération reproche à la direction locale du groupe de contester devant les tribunaux le syndicat Petrol-İş, pourtant reconnu par le ministère du Travail, d'avoir licencié sans motif six membres de ce syndicat, de mener des actions d'intimidation sur les autres membres du syndicat et d'être revenue sur son engagement de renoncer à sa procédure judiciaire et d'engager un dialogue constructif. **IndustriALL est intervenue auprès des principaux clients**, notamment français, de Safe Demo Plastik pour leur demander de se conformer à leur devoir de vigilance à l'égard de leurs fournisseurs.

Engagement interne. Les salariés de Google sont décidément de véritables « activistes intérieurs ». Au cours des derniers mois, ils sont intervenus dans le cadre de leur travail pour soutenir de nombreuses causes (demande de retrait d'un projet militaire, lutte contre la cyberdépendance, soutien à la création d'un syndicat chez un fournisseur du groupe...) ([voir IE](#)). Dans une lettre ouverte adressée le 4 novembre à Ruth Porat, directrice financière de Google, et réunissant déjà près de 2 000 signatures, **les salariés appellent l'entreprise à mettre en place un plan climatique** qui vise « zéro émission » d'ici à 2030, l'exclusion de tout contrat permettant ou accélérant l'extraction de combustibles fossiles, l'interdiction de tout financement de groupes de réflexion, de lobbyistes ou de politiciens niant le problème climatique ou retardant les stratégies à cet égard, le rejet de toute collaboration avec des entités permettant l'incarcération, la surveillance, le déplacement ou l'oppression de réfugiés. A la fin de la lettre, les signataires rappellent que Google est une entreprise mondiale qui compte des milliards d'utilisateurs à travers le monde, dont beaucoup subissent déjà les conséquences du désastre climatique. **Le code de conduite de Google exige le respect des utilisateurs.** En tant qu'employés de Google, les signataires s'engagent donc à donner la priorité à leurs utilisateurs et demandent à Google de faire de même.

ENTREPRISES

Traçabilité, droits humains, Suède, automobile. Le constructeur automobile Volvo s'est fixé l'objectif de ne commercialiser que des véhicules électriques ou hybrides (à égalité) à l'horizon 2025. L'entreprise a donc besoin de grandes quantités de certains minerais, comme le cobalt (pour la fabrication de ses

batteries), dont l'exploitation s'accompagne souvent de graves atteintes aux droits humains ([voir IE](#)). Aussi le constructeur a-t-il annoncé, le 6 novembre, **qu'il allait faire appel à la technologie [blockchain](#)** (qui rend les enregistrements de transaction impossibles à modifier) **pour tracer l'ensemble de ses approvisionnements en cobalt**. Il sera donc en mesure de garantir l'origine et les spécificités de son minerai ou des composants qui en contiennent. Parmi ces spécificités, les participants à la chaîne devront fournir des informations attestant que leurs pratiques sont conformes aux lignes directrices de l'OCDE sur les approvisionnements de minerais en provenance des zones de conflits ou à haut risque. **Le dispositif garantira ainsi que les produits réceptionnés correspondent bien à la documentation qui leur est liée**. Mais pas encore que les processus de certification des mines reflètent systématiquement et parfaitement les réalités sociales et environnementales sur le terrain. Cela ne pourra être garanti que par la qualité des certificats sociaux et environnementaux introduits dans la chaîne de blocs.

Discrimination, TIC, banques. Il y a quelques mois, Apple a présenté sa carte bancaire baptisée Apple Card. Uniquement disponible aux Etats-Unis, elle est issue d'un partenariat avec Goldman Sachs et permet aux utilisateurs de payer leurs achats grâce à une application d'Apple. Les lignes de crédit s'appuient sur un algorithme. Mais le 10 novembre, Steve Wozniak – qui est ni plus ni moins que l'un des co-fondateurs de la marque à la pomme – a alimenté un débat sur les réseaux sociaux en indiquant que **sa femme bénéficiait d'une limite de crédit dix fois inférieure à la sienne**, alors que son épouse et lui n'ont ni compte ni patrimoine distinct. Cette affaire met une nouvelle fois en avant les « stéréotypes » intégrés au fonctionnement des systèmes « intelligents ». Le département des services financiers de New York a indiqué qu'il avait ouvert une enquête sur les pratiques de Goldman Sachs en matière de cartes de crédit.

Partage de valeur, Etats-Unis, TIC

Apple apporte 2,5 milliards de dollars pour atténuer la crise du logement en Californie

Les collectivités cherchent à attirer les entreprises sur leur territoire, car leur présence génère des revenus supplémentaires et accroît le niveau de vie des habitants. **Cela étant, elle augmente aussi le coût de la vie**. En quelques décennies, les géants de la Silicon Valley ont créé des centaines de milliers d'emplois bien rémunérés en Californie. Mais, depuis un moment, ils sont également accusés d'avoir amplement contribué à l'augmentation du coût du logement dans les grandes villes de l'Etat. Apple n'échappe pas à ces critiques. **La valeur médiane des maisons à San Jose (proche de Cupertino, le siège social de la firme) a ainsi été multipliée par deux depuis 2012**, pour atteindre 1 million de dollars selon la société immobilière américaine Zillow, et le nombre de sans-abri a progressé de 42 % en deux ans. C'est dans ce contexte que la firme a annoncé, le 4 novembre, qu'elle allait consacrer 2,5 milliards de dollars à atténuer la crise du logement en Californie.

Le plan comprend notamment des prêts à long terme d'une valeur de 150 millions de dollars, des subventions pour le logement abordable dans la région de la baie de San Francisco, un don de 50 millions de dollars pour lutter contre le « sans-abrisme » et la mise à disposition d'un terrain de 16 ha à San Jose pour construire des logements abordables. Cette somme s'ajoute aux efforts annoncés respectivement en juin et en octobre dernier par Google ([IE n° 304](#)) et Facebook qui ont prévu d'octroyer chacun 1 milliard de dollars en prêts et subventions. Ces initiatives tendent à réduire les « effets secondaires » que le succès de ces entreprises a générés. **Au regard de l'ampleur de la crise, ce ne représentera toutefois qu'une toute petite partie**. Cela dépendra également des avantages que ces fonds procureront réellement (niveaux des taux d'intérêt, la facilité d'accès aux prêts et aux aides...). La question se pose d'autant plus

clairement qu'Apple dispose de moyens considérables. L'an dernier, l'entreprise a en effet pu, grâce à la nouvelle législation fiscale, rapatrier aux Etats-Unis une partie des 252 milliards de dollars qu'elle détenait à l'étranger et qu'elle cherche maintenant à réinvestir.

Gaz à effet de serre, Etats-Unis, automobile

L'industrie automobile divisée face à la politique anti-climat de Donald Trump

Sous l'administration Obama, la Californie s'était engagée dans une démarche visant à imposer l'une des normes les plus ambitieuses au monde en matière de réduction des rejets de dioxyde de carbone des véhicules. Cette position a rapidement et profondément agacé Donald Trump ([IE n° 278](#)). Et le 18 septembre dernier, celui-ci a annoncé que son administration allait, dès le lendemain, **révoquer l'exemption de la Californie de déroger au droit fédéral, nettement moins strict en matière d'émissions**. Dès le 20 septembre, la Californie et vingt-trois autres Etats ont répliqué en poursuivant le gouvernement fédéral pour faire annuler cette décision. A un an de la prochaine élection présidentielle, la bataille juridique entre le locataire de la Maison Blanche et la Californie s'envenime. Elle s'étend désormais aux constructeurs automobiles.

Dans son ensemble, la profession avait jusqu'alors affirmé qu'elle ne souhaitait pas prendre position dans le conflit, mais le 28 octobre, à la suite d'appels téléphoniques pressants de l'administration centrale, **plus d'une douzaine de constructeurs automobiles – parmi lesquels General Motors, Fiat-Chrysler, Nissan et Toyota – ont intenté une action en justice parallèlement à celle de la Maison Blanche** pour révoquer l'autorité de la Californie en matière d'émissions. Des observateurs interprètent cette volte-face comme le reflet de la crainte que Donald Trump augmente les droits de douane sur les voitures ou les pièces détachées importées, considère la vente de voitures étrangères comme un problème de sécurité nationale ou envisage même d'autres représailles. Le mois dernier par exemple, le ministère de la Justice a ouvert une enquête antitrust sur les quatre constructeurs automobiles (Ford, Honda, Volkswagen et BMW) qui s'étaient associés à la Californie dans son action en justice pour contester la révocation de son exemption par l'administration. Le feuilleton juridique, politique, économique, social et environnemental qui s'ouvre s'annonce donc passionné et illustre bien la complexité (et l'ambiguïté) des enjeux liés à une responsabilité d'entreprise globale et intégrée.

Bulletin d'abonnement

Prix de l'abonnement d'un an à **Impact Entreprises**, soit 22 lettres électroniques : 117 euros.

ORGANISATION/SOCIETE
NOM/PRENOM
FONCTION
ADRESSE
CODE POSTAL/VILLE
PAYS

Adressez vos commandes d'abonnement à :

CFIE, 19 rue des Trois Frères – 75018 Paris